



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

MAURITANIE : LE VERROU TAYA A SAUTE ET APRES

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** condamne sans réserve le coup d'Etat militaire survenu en Mauritanie le Mercredi 03 Août 2005. Elle a pris acte de la réprobation unanime par la Communauté internationale du coup de force.

Il faut cependant se fier à l'évidence, l'éviction du Président Maouya Ould Sid Ahmed Taya, il faut l'interpréter comme le "verrou" d'une société totalement bloquée par l'exercice solitaire d'un pouvoir dont le trait spécifique est l'arbitraire, qui a enfin sauté.

La Communauté africaine et internationale a faiblement agit face aux événements tragiques de 87, 88 et 89 qui constituent le plus lourd passif humanitaire de ce pays avec des violations massives des droits humains caractérisées par des exécutions extrajudiciaires, des tortures, des déportations massives d'individus spoliés de leur terre.

Si Taya connu une telle longévité politique c'est parce que la Communauté internationale n'a pas été assez ferme face à un régime autoritaire qui s'est imposé par les atteintes répétées aux libertés publiques, liberté d'expression, d'association, mais aussi par l'organisation de mascarades électorales où il n'hésite pas à mettre ses adversaires en prison.

Mais que faut-il attendre concrètement de **Ely Ould Mohamed Vall**, Directeur de la Sûreté Nationale, **Mouhamed Ould Abdel Aziz**, Chef d'Etat Major de la Garde présidentielle et **Mohamed Ould Zenaghi**, Commandant de la 6ème région militaire (Nouakchott), qui certes ont fait sauter le "verrou Taya" mais ont assuré sa protection et l'ont accompagné durant toutes les années de plomb.

A cet effet, la **RADDHO** recommande :

- l'**organisation** dans les meilleurs délais d'un **grand dialogue national** pour examiner en profondeur les questions politiques et les questions de société qui minent la Mauritanie depuis 18 ans pour bâtir un consensus fort sur un **pacte républicain** susceptible de réconcilier la Mauritanie avec elle-même par l'adoption de principes et de valeurs qui respecte l'**Etat de Droit et les droits humains** ;
- l'**examen** profond du passif humanitaire pour permettre de répondre à l'obligation de vérité, de justice et de réconciliation qui s'impose pour tourner définitivement les pages tragiques de l'histoire récente du pays ;
- la **mise en œuvre** d'institutions de transition crédibles (Parlement, Gouvernement) pour préparer dans les meilleurs délais des élections transparentes et fiables pour transmettre le pouvoir à un régime civil
- la **libération** immédiate des détenus politiques.

Fait à Dakar, le 04 Juillet 2005
Le Secrétariat Général